



Trop c'est trop !

Tous mobilisés

le 18 septembre !

Relayant l'appel des confédérations syndicales FO – CGT – CFDT – CFE-CGC – UNSA – FSU – Solidaires, la Fédération des Employés et Cadres FO appelle l'ensemble des salariés, ses militants, ses adhérents et sympathisants à se mobiliser massivement par la grève et les manifestations partout en France le 18 septembre.

La FEC FO soutient également les mouvements en cours et programmés par ses Sections Fédérales et ses syndicats dans leurs différentes branches d'ici le 18 septembre, notamment le 10 septembre, afin de préparer le rapport de force.

Il est urgent et nécessaire de faire entendre notre refus de payer, une fois de plus, la note de politiques profondément injustes et antisociales.

Nous ne laisserons pas détruire notre modèle social sous couvert de combler des déficits creusés par les différents gouvernements qui se sont succédé.

Les salariés ne sont pas les responsables de la dette du pays et des différents déficits !

Une fois de plus, ce sont les mêmes qui devraient contribuer davantage, et les mêmes qui continueraient à s'enrichir !

Luttons ensemble contre les inégalités et pour le partage des richesses !

Selon l'INSEE, dans notre pays

- Plus de 9,8 millions de Français vivent sous le seuil de pauvreté, alors que la fortune cumulée des 500 familles les plus riches de France est passée de 600 à 1 500 milliards d'euros depuis 2015.
- En 30 ans, le patrimoine des 500 plus grandes fortunes de France a augmenté de 1 300 %.
- Les inégalités explosent, le nombre de smicards n'a jamais été aussi élevé.
- 17,3 % des salariés sont directement payés au SMIC, soit + 2 points en 5 ans.
- 6,6 % des salariés vivent sous le seuil de pauvreté.

Le budget d'économies (44 milliards) présenté par François Bayrou voudrait que les efforts et sacrifices soient portés essentiellement par le monde du travail !

Tout y passerait :

- ✓ suppression de jours fériés,
- ✓ remise en cause de la 5^e semaine de congés,
- ✓ baisse du remboursement de médicaments,
- ✓ remise en cause de la Sécurité sociale et augmentation des franchises,
- ✓ remise en cause de notre salaire différé,
- ✓ nouvelle réforme de l'Assurance chômage,
- ✓ gel des aides et prestations sociales,
- ✓ démantèlement des services publics (- 3 000 postes d'ici 2026),
- ✓ suppression de l'abattement des 10 % sur l'impôt,
- ✓ gel du barème des impôts,
- ✓ remise en cause des droits aux Prud'hommes.

Pour la FEC FO, c'est hors de question !

**Quand les riches reçoivent de l'argent de l'État, c'est une subvention et c'est bien.
Quand les pauvres reçoivent de l'argent de l'État, c'est de l'assistanat et c'est mal.**

Notre modèle social doit et peut perdurer ! Il est finançable et perfectible !

A vous d'en juger :

- ➔ rétablir l'ISF rapporterait 4 milliards d'euros par an ;
- ➔ mettre en place la taxe Zucman, qui prévoit un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des ultra-riches : elle concernerait les fortunes dépassant 1 million d'euros et pourrait rapporter 40 milliards d'euros ;
- ➔ taxer les 1 800 ultra-riches de notre pays rapporterait 20 milliards, tandis que taxer 27 millions de salariés ne rapporterait que 4 milliards : le Gouvernement a fait son choix ;
- ➔ mettre fin aux fraudes fiscales (dont les 2/3 sont le fait des entreprises) rapporterait 80 milliards d'euros ;
- ➔ exiger que les 211 milliards d'aides publiques, subventions et exonérations en faveur des entreprises soient soumis à conditionnalité ;
- ➔ ...

**Ensemble, nous pouvons établir le rapport de force, changer les choses
et lutter contre la régression sociale.**

C'est pour ces raisons, et afin de nous faire entendre, que FO avait déposé, dès fin juillet, un préavis de grève pour la période du 1^{er} septembre au 30 novembre.

La FEC FO appelle l'ensemble de ses structures, militants, adhérents et sympathisants à rejoindre et à soutenir les actions déjà décidées dans certaines branches d'ici au 18 septembre, y compris par la grève reconductible.

Il est nécessaire de construire ensemble le rapport de force indispensable à la prise en compte, par les gouvernements, des revendications des salariés.

